

## ALLEMAGNE : LA FONDATION DE WASG

### (ARBEIT & SOZIALE GERECHTIGKEIT - DIE WAHLALTERNATIVE)

#### DE QUEL PARTI ET DE QUEL PROGRAMME A BESOIN LA CLASSE OUVRIÈRE ?

En juin 2004, alors que le prolétariat de l'Allemagne réunifiée cherche à combattre la mise en œuvre d'une réduction drastique de l'assurance-chômage (les lois Hartz IV) par le gouvernement Schröder-Fischer (et sa coalition SPD-Verts), un nouveau regroupement, la WASG (Alternative Electorale – Travail et Justice Sociale) se met en place, en grande partie à l'initiative de membres issus du mouvement ouvrier (de militants syndicaux ou du SPD).

Les mobilisations du prolétariat allemand contre l'Agenda 2010 du gouvernement Schröder-Fischer ont

#### LE POINT DE DÉPART : LA MOBILISATION DES MASSES CONTRE LA POLITIQUE GOUVERNEMENT SCHRÖDER – FISCHER

Le 14 mars 2003, le chancelier Schröder (SPD) présente au Bundestag son Agenda 2010, une offensive majeure contre les acquis du prolétariat allemand, en particulier contre l'assurance-maladie, l'assurance-chômage, le droit du travail. Ce projet rencontre immédiatement une vaste opposition chez les travailleurs, et se répercute dans le SPD. De multiples motions issues des sections syndicales sont adressées à la direction du SPD, par le biais des syndicalistes membres des commissions ouvrières<sup>1</sup> ; un manifeste, « *Wir sind die Partei* » (« *Nous sommes le parti* »), soutenu par 80 députés, est adressé à tous les membres du SPD, réclamant « *une autre politique* ». D'importantes manifestations ont lieu dans de nombreuses villes allemandes. Plusieurs congrès régionaux réclament la tenue d'un congrès extraordinaire du SPD. Face à l'ampleur de cette résistance, ce congrès sera convoqué début juin, contre l'avis de Schröder.

Ainsi, la mobilisation du prolétariat allemand se répercute au sein du SPD (640.000 membres) et de la DGB, la confédération syndicale allemande (6,7 millions de syndiqués). Mais l'appareil de la DGB comme celui

#### AUX ORIGINES DE LA WASG.

Les capacités de combat du prolétariat allemand pour un temps cadenassées, le gouvernement Schröder-Fischer a désormais les mains libres pour engager son programme, accélérer les réformes : la réforme de l'assurance-maladie, élaborée en commun avec la CDU/CSU, est bouclée en moins de 6 mois ; elle est suivie de la réforme du marché du travail et de l'assurance-chômage : les différentes lois Hartz (I, II, III et IV).

Le SPD est le seul parti « ouvrier » en Allemagne, c'est « un parti ouvrier bourgeois » au sens strict du terme, c'est à dire un parti constitué par le prolétariat allemand ; mais depuis 1914, il est irrémédiablement attaché à la défense de l'ordre bourgeois. Le SPD a perdu plus de 200 000 adhérents en dix ans (il comptait 640 000 membres en 2004). Ses liens avec le prolétariat restent néanmoins importants si on le compare au PS français<sup>2</sup>. La DGB, la confédération syndicale

ouvertement posé la question du combat contre ce gouvernement pour le chasser. Le mot d'ordre « Weg Schröder » (Dehors Schröder) a été associé aux mots d'ordres exigeant le retrait des « réformes », en particulier celle contre les chômeurs : « Retrait de la loi Hartz IV ». Les fondateurs de la WASG ont affirmé vouloir donner une réponse à la recherche d'une issue politique née du combat contre la politique de Schröder : ils proposaient une « alternative ». Deux ans après, quel bilan peut-on tirer de la constitution de ce nouveau parti ?

de la fraction dite « *gauche* » du SPD, liée à Oskar Lafontaine, qui ont été contraints de relayer la colère de leur base, n'ont aucune alternative à proposer à Schröder. « *Personne n'est pour une autre coalition* », indique Ottmar Schreiner, le responsable des commissions ouvrières du SPD, lors du congrès extraordinaire qui se tient le 1er juin 2003 ; ce qui signifie qu'il n'y aurait d'autre possibilité que celle d'un gouvernement bourgeois d'alliance avec les Verts, gérant la société au compte de la bourgeoisie allemande. En clair, il n'y aurait aucune alternative politique.

Dans ces conditions, Schröder peut donc faire avaliser son Agenda 2010 par le congrès du SPD (par 90% des votants). Au lendemain du congrès, alors que toute issue politique vient d'être fermée, l'appareil de l'IG Metall engage une grève pour le rattrapage des salaires dans la seule partie Est, divisant les métallos (entre l'Est et l'Ouest) au moment même où l'unité devait et pouvait être réalisée contre le programme de Schröder : cette grève se solde par un échec retentissant. (voir l'article paru dans le n°95 de CPS).

allemande, voit aussi ses effectifs nettement diminuer<sup>3</sup>. Mais dans le cadre des mobilisations qui à de nombreuses reprises amènent les travailleurs à s'affronter au SPD (et à l'appareil syndical) afin d'exiger la satisfaction de leurs revendications, s'est posée la question d'une véritable représentation de la classe ouvrière. Le 1<sup>er</sup> novembre 2003, 100.000 personnes manifestent à Berlin contre l'Agenda 2010, alors que ni la DGB, ni le SPD n'y appelaient. Le 3 avril 2004, 500.000 manifestants se saisissent d'une « journée d'action européenne » pour protester contre la politique de Schröder-Fischer.

Quelques mois plus tard, au cours de l'été 2004 auront lieu les plus importantes mobilisations qu'ait connues l'Allemagne depuis la réunification, comme en témoignent les grèves spontanées – illégales en Allemagne - à Daimler, Opel, ou encore les

manifestations du lundi (Montagsdemo) contre le plan Hartz IV. Dans chacune de ces mobilisations – et tout particulièrement dans le conflit à l'usine Opel de Bochum, le prolétariat cherche à surmonter les cadres imposés par les appareils syndicaux ; ces mobilisations tendent à faire éclater le cadre institutionnel de la *Mitbestimmung* (la cogestion).

Lors des « Manifestations du lundi », durant l'été 2004, nombre d'ouvriers sont intervenus dans les rassemblements où chacun pouvait, tour à tour prendre la parole. « 1989-2004 : nous sommes trahis une deuxième fois ; la première fois par Kohl, la deuxième fois par

#### LA CONSTITUTION DE LA WASG : UN REGROUPEMENT COMPOSITE

Le 15 juin 2004, la direction du SPD, le parti social-démocrate allemand, prononce l'exclusion de Klaus Ernst et Thomas Händel, responsables de sections locales de l'IG-Metall en Bavière et membre du SPD depuis plus de 30 ans, ainsi que trois de leurs collègues. Ils avaient créé quelques mois plus tôt « *L'Initiative pour le Travail et la Justice Sociale* » (IASG), mouvement qui visait à combattre les orientations de la coalition rouge-verte (le gouvernement Schröder-Fischer).

Dès leur exclusion du SPD, les fondateurs de l'IASG vont se rapprocher du rassemblement berlinois Wahlalternative (Alternative électorale) avec lequel des contacts avaient déjà été noués. Parmi ses principaux représentants, on trouve un certain nombre d'anciens membres du SPD en Allemagne de l'Ouest, mais dont plusieurs ont ensuite adhéré au PDS (alors que le PDS est une organisation fantomatique à l'Ouest), tels que Ralf Krämer ou Joachim Bischoff, gravitant autour de la revue « *Sozialismus* ». On y trouve également des économistes « *alternatifs* », des membres d'ATTAC, des militants chrétiens...

En juin 2004, un congrès décide la fusion des deux regroupements pour donner naissance à l'organisation WASG (*Arbeit und soziale Gerechtigkeit - Die Wahlalternative* que l'on peut traduire par « *L'Alternative électorale – Travail et Justice Sociale* »). La WASG se transformera quelques mois plus tard en

#### LE COMBAT CONTRE HARTZ IV : LE REFUS DU FRONT UNIQUE

Pour arracher le retrait de la réforme de l'assurance-chômage (la loi Hartz IV) - qui est au cœur des mobilisations à l'été 2004, il fallait combattre pour que se réalise le Front unique de la DGB, de ses syndicats, du SPD contre le gouvernement Schröder-Fischer : il était possible de mener une agitation pour la manifestation centrale à Berlin à l'appel de la DGB, de ses syndicats. Il fallait aussi ouvrir une perspective politique : un gouvernement du seul SPD, sans parti bourgeois (donc sans les Verts), défendant les revendications de la seule classe ouvrière.

À l'inverse, toutes les forces se réclamant de « la gauche » tournèrent le dos à cette orientation de Front unique pour en finir avec le gouvernement Schröder-Fischer ; la raison en est que ces forces sont alignées sur les positions alter-mondialistes d'Attac (c'est à dire de gestion du capitalisme... « autrement »), ou/et sur

*Schröder qui avait promis une justice sociale* » : cette intervention rapportée par la presse atteste d'un certain désarroi politique. Les mobilisations contre l'Agenda 2010 ont posé la question du pouvoir : chasser le gouvernement Schröder-Fischer. Mais elles se sont heurtées à la politique de l'appareil et à une question centrale : par quoi remplacer ce gouvernement ?

C'est dans cette situation de crise des organisations ouvrières (du SPD, de la DGB) et d'affrontements entre la classe ouvrière et ses organisations que sont exclus du SPD les futurs fondateurs de la WASG.

véritable parti politique lors du congrès de Nuremberg en novembre 2004.

La création du parti est suivie avec beaucoup d'attention par le prolétariat allemand, à la recherche de perspectives politiques pour combattre la politique anti-ouvrière de Schröder. L'organisation réunit ainsi plusieurs milliers de membres dès la fin de l'année 2004. Plusieurs formations se réclamant du trotskysme y adhèrent, en particulier Linksrück et SAV (Alternative Socialiste). Les deux organisations allemandes appartenant au Secrétariat unifié (regroupement international de la LCR) sont divisées : la tendance ISL entre dans la WASG tandis que la tendance RSB choisit de rester à l'écart.

La WASG se constitue donc sur la base d'un regroupement composite de forces d'origine sociale antagonistes. Le premier courant (IASG), composé de fonctionnaires syndicaux de second rang, de sociaux-démocrates, est issu de partis et syndicats ouvriers. Le second courant (Wahlalternative) est nettement dominé par l'influence d'Attac (laquelle se caractérise par le refus de mener tout combat de classe et l'ouverture à des organisations bourgeoises)

À ces deux courants se greffent les groupes se réclamant du trotskysme qui vont défendre des conceptions différentes de l'organisation et du programme, variables d'un groupe à l'autre..

Lafontaine qui en mai 2003, valorisait dans le journal italien *Repubblica* le modèle de l'Olivier italien, c'est à dire de la dissolution des organisations ouvrières italiennes dans un magma de forces bourgeoises... Rappelons qu'en 1999, Oskar Lafontaine alors ministre des finances du premier gouvernement Schröder-Fischer, avait démissionné de son poste de ministre et de la direction du SPD pour protester contre la politique de Schröder, mais sans formuler la moindre alternative politique, sans mener aucun combat à l'intérieur du SPD dont il avait été le secrétaire général. En 2004, au combat pour le Front unique, fut opposé le combat contre le SPD.

Sur ce point, les membres de l'IASG, issus du SPD et de la DGB sont sur la même position qu'Attac. Lorsque plusieurs fonctionnaires syndicaux fondent l'IASG, alors qu'ils sont encore membres du SPD, il ne s'agit pas – ou

pas seulement - de mener un combat de classe à l'intérieur du SPD, et de la DGB (les organisations historiques du mouvement ouvrier allemand), mais de constituer un regroupement large, ouvert à tous – y compris aux membres de partis bourgeois, aux membres de la CDU/CSU. Avec comme point de mire les élections fédérales de 2006.

Lors de leur appel fondateur en 2004, avant leur exclusion, les membres d'IASG expliquaient ainsi :

*« Nous défendons une alliance de toutes les forces politiques pour le maintien et le développement de l'État social (...). Cette alliance pourrait naître avec la prochaine élection au Bundestag. Nous comprenons expressément ce développement possible. C'est pourquoi*

### **UN PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DU CAPITALISME.**

Le programme de la WASG affiche un respect absolu du cadre de la République Fédérale Allemande, de son Etat bourgeois : « Nous nous tenons aux fondements de l'État social, tel qu'il est inscrit dans la Constitution. L'État social est une conquête considérable de la civilisation (...) Des progrès significatifs peuvent encore avoir lieu. Contre ces avancées sur la voie de l'État social s'inscrivent les contre-réformes néolibérales depuis une vingtaine d'années. (...) Au contraire : sécuriser l'État social, c'est le renforcer, le développer de nouveau. Cela ne signifie absolument pas de le liquider au nom de la mondialisation ou de la démographie. »

Pour cela, il propose prioritairement « d'investir dans le futur », c'est-à-dire d'investir « 40 milliards d'euros par an dans l'éducation, la formation » ou encore « dans les économies d'énergie et la protection de l'environnement », afin de créer « 500.000 emplois », ce qui va impulser une « croissance qualitative ». Au final, « de meilleures infrastructures et de meilleures capacités d'innovation » permettront de renforcer « durablement la vigueur de l'économie ». Pour le financer, il sera nécessaire, en phase initiale « d'emprunter fortement ». Mais une fois le cycle engagé, il sera « possible et nécessaire d'assainir le budget par les rentrées d'impôts. A la différence de la politique de la baisse des impôts, la politique d'investissement peut s'autofinancer ». Certes, « les riches, les grands entrepreneurs et ceux qui touchent de gros revenus » devront s'acquitter « d'une contribution financière plus élevée ».

Dans cette perspective, l'ex-Allemagne de l'Est doit bénéficier d'un développement lié « aux exigences renouvelées de réunir les nouveaux Länder et Berlin dans une démarche globale de croissance qualitative »,

### **L'IMPASSE D'UN PROGRAMME « POUR LA JUSTICE SOCIALE ».**

Ce programme reprend les recettes keynésiennes (un déficit budgétaire provisoire doit permettre de financer des investissements publics et d'augmenter les salaires, qui sont ainsi susceptibles de relancer la croissance économique, permettant ainsi d'assainir à nouveau le budget une fois la croissance revenue). C'est celui des partis sociaux-démocrates – du SPD – des années 60 et 70. Mais fonder un programme sur l'objectif de « justice sociale », ce que d'autres nomment « un meilleur partage de la valeur ajoutée », c'est affirmer qu'on peut

*nous fondons l'Initiative pour le Travail et la Justice Sociale : une alliance ouverte visant la défense de notre État social et d'une juste organisation de nos systèmes sociaux. Nous appelons à coopérer ! Notre initiative est ouverte pour tous, pour les membres de partis établis et de la même façon pour les personnes qui ne se sentent représentées par aucun parti ou qui veulent en justifier leur départ. »*

C'est à ce titre – en considérant « qu'ils appelaient à la création d'une organisation concurrente » - que la direction du SPD les a définitivement exclus (ils ont cependant conservé leur poste de fonctionnaire syndical au sein de la DGB).

de renforcer « l'économie sociale et solidaire », de mettre en place un « système d'impôts plus juste », pesant davantage sur « les possédants et les gros revenus », de manière à récupérer « les 50 milliards d'Euros » perdus depuis les réformes engagées par le gouvernement Schröder-Fischer. Il s'agit également de renforcer le pouvoir d'achat des masses par une revalorisation des salaires, « dont le pouvoir d'achat réel a baissé de 2% depuis 1980 », d'instaurer un salaire minimum « de l'ordre de 1.400euros net » afin de lutter contre les bas salaires dans certaines branches, de généraliser le temps de travail à 35 heures pour réduire le chômage, de sécuriser le niveau des retraites et de l'assurance-maladie.

Enfin, les organisations internationales liées à l'ONU, telles le FMI, l'OMC doivent être « réformées et démocratisées ». Une taxe dit Tobin sur les mouvements de capitaux doit être mise en place pour lutter contre la spéculation financière. L'armée allemande, la Bundeswehr ne doit pas s'engager en dehors des frontières. « La réponse au terrorisme international ne s'appelle pas la guerre, mais l'instauration d'un droit international. ». La politique de l'Union Européenne ne doit être qu'infléchie, afin que « soient progressivement renforcés la sécurité sociale et les minimums sociaux dans les États membres ».

Faut-il rappeler que l'ONU est la digne descendante de la SDN qualifiée alors par les dirigeants révolutionnaires de « repère de brigands » (c'est à dire d'une organisation au service des États impérialistes) : réformer le système onusien – issu des rapports de forces de 1945 - signifie vouloir l'adapter aux rapports de forces actuels entre les différents impérialismes.

gérer « autrement » le système capitaliste. C'est faire totalement abstraction des conditions historiques, de la situation réelle du capitalisme allemand et, plus largement, du capitalisme mondial. Pour faire face à la tendance générale à la baisse du taux de profit (ce qui n'exclut pas que certains groupes réalisent d'importants profits), face à l'explosion des déficits, la bourgeoisie est contrainte d'engager contre le prolétariat une offensive inégalée depuis cinquante ans.

La défense des revendications ouvrières (telles que la réduction du temps de travail sans diminution de salaire, le maintien des prestations de l'assurance-maladie et des retraites, la lutte contre le chômage, le droit au travail...)

### LA WASG SE PRÉSENTE À L'ÉLECTION RÉGIONALE EN RHÉNANIE DU NORD – WESTPHALIE

Après en avoir débattu, la WASG choisit de se présenter sous sa propre bannière aux élections régionales de Rhénanie du Nord Westphalie de mai 2005. Cette élection est un test pour la WASG, en vue des élections fédérales alors prévues en 2006, de la même manière que toute la presse considère l'élection comme un test majeur pour le SPD et le gouvernement Schröder-Fischer, en raison de la taille du Land (17 millions d'habitants) et de son histoire particulière : il s'agit du cœur ouvrier de l'Ouest de l'Allemagne. De nombreux dirigeants du SPD en sont issus – comme beaucoup de membres de WASG (près d'un tiers à l'époque).

C'est en janvier 2005 qu'est désignée la tête de liste WASG. Deux candidatures s'opposent. D'une part Hans Wallow, un ancien du SPD : membre depuis 1966, député du SPD entre 1990 et 1998, il a quitté le SPD à la fin des années 90 en raison de la participation du gouvernement Schröder-Fischer à l'intervention armée contre la Serbie. En face, Jürgen Klute, « pasteur ouvrier » de 52 ans; la WASG est son premier parti. C'est cependant ce dernier qui est soutenu par la direction régionale de la WASG : « *Klute est un candidat adapté, il a l'esprit d'équipe. Au vu de la majorité de la direction régionale, c'est notre homme* » explique ainsi Hüseyin Aydin, le dirigeant régional de RNW (*Tageszeitung*, 11 janvier 2005). La direction défend une liste « pluraliste » pour lutter contre la « destruction de la démocratie ». Grâce à son appui, Klute est élu de justesse par une courte majorité des délégués régionaux de la WASG (75 voix contre 59).

### UNE CANDIDATURE DE LA WASG AUX ÉLECTIONS FÉDÉRALES ?

Officiellement, les dirigeants de la WASG, qualifient ce maigre score de « succès » ; ils sont néanmoins conscients qu'il est bien loin de pouvoir leur assurer la moindre représentation parlementaire. Et l'annonce, par Schröder, d'élections anticipées bouscule le calendrier : les élections fédérales sont avancées de septembre 2006 à septembre 2005 ; il reste moins de 4 mois pour les préparer.

Selon *Le Tageszeitung*, le journal historique de la gauche alternative berlinoise, les choses sont mal engagées : « *Après le coup des élections anticipées de Schröder et Müntefering, le temps presse pour la construction d'un projet parlementaire pour la WASG. Le Parti doit gagner 2,8% par rapport à son score de RNW, afin de dépasser la barre des 5% (...). Une entreprise presque impossible : ailleurs qu'en RNW manquent les syndicalistes de gauche, les manifestants du lundi et les déçus du SPD qui forme la base du parti.*

*Pour des raisons organisationnelles, il sera difficile pour la seule WASG de se présenter à des élections fédérales pour septembre. Le parti, qui souffre de problèmes financiers, ne pourra pas récupérer avant début 2006 au plus tôt les frais de la campagne*

sont contradictoires avec le maintien du système capitaliste. Pour la défense d'un tel programme, doit être construit un parti ouvrier révolutionnaire.

Hans Wallow quittera la WASG quelques mois plus tard.

Ce choix est cependant lourd de conséquences. En mettant en tête de liste un pasteur, plutôt qu'un responsable issu du mouvement ouvrier, la direction de la WASG a clairement signifié qu'il ne s'agissait pas d'imposer une alternative ouvrière fondée sur la défense des intérêts de classe du prolétariat. Le 22 mai 2005, le score de la WASG est faible : avec 2,2% des votants (1,4% des inscrits) et près de 182.000 voix, il est très loin de dépasser les 10% que lui avaient prêtés certains sondages, et même très loin de l'objectif initial – 5% – le minimum nécessaire pour obtenir une représentation au Parlement régional, et ce alors même que le SPD connaît une défaite historique. À l'évidence, l'orientation de la « démocratie » concrétisée par sa tête de liste (un pasteur) n'offre aucune perspective à la classe ouvrière.

Sans être négligeable, ce résultat ne représente pas davantage que celui de n'importe quel groupe gauchiste se présentant à une élection: il ne dépasse qu'exceptionnellement 3,5 %. Il s'agit indéniablement de voix ouvrières. Il obtient ses meilleurs scores dans la Ruhr et, plus précisément, là où le SPD atteint ses meilleurs scores (plus de 45 à 50%). D'après une enquête de la télévision régionale WDR, un tiers des voix environ proviendraient du SPD, un tiers des abstentionnistes, le dernier tiers étant en provenance des autres partis.

*électorale. De plus, toutes les sections régionales ne se sont pas encore constituées. C'est en effet une condition préalable à une participation aux élections fédérales, de même que le rassemblement de signatures de soutien. Lors d'élections régulières, dans les plus grands Länder, jusqu'à 2.000 noms sont nécessaires (...) Le dirigeant de WASG Klaus Ernst est néanmoins persuadé, qu'il est possible de se présenter sans partenaire fédéral : « Nous le réussirons très certainement ». Pour un succès, il sait qu'il aurait besoin d'un éminent combattant – qu'il s'appelle Ottmar Schreiner<sup>4</sup>, Gregor Gysi ou Oskar Lafontaine. »*

De son côté, Klaus Ernst affirme : « *J'aurais préféré autrement. Mais si c'est déjà en septembre, il faut nous positionner. On ne peut pas laisser les gens choisir entre la peste et le choléra. (...)* ». Dans ces conditions, au nom de la nécessaire mobilisation pour présenter des listes en septembre, toute discussion sur le score réalisé en RNW en relation avec l'orientation développée, tout bilan politique, sont évacués. Les termes de K Ernst sont néanmoins révélateurs : en mettant sur le même plan le SPD et la CDU/CSU (« la peste ou le choléra »), il affirme tourner le dos à tout combat de Front unique contre le retour au pouvoir de la CDU/CSU. Cette

orientation développe une logique ; elle conduit Ernst à indiquer : « *Nous devons essayer de nouvelles options stratégiques* ».

Parmi les « *options stratégiques* », l'entrée de membres de la WASG sur des « *listes ouvertes* » du PDS (parti issu de l'ancien parti unique stalinien de l'ex-RDA, la SED), est régulièrement évoquée depuis plusieurs mois, à l'instigation du PDS comme de certains membres de la WASG. D'un point de vue arithmétique, le PDS peut en effet apparaître comme un partenaire ; il obtient l'essentiel de ses voix à l'Est, là où Klaus Ernst reconnaît que la WASG est « *particulièrement faible* » ; à l'inverse, la WASG est mieux implantée à l'Ouest.

### QU'EST-CE QUE LE PDS ?

Pour définir la nature du PDS, il faut revenir à son histoire. En 1990, après la chute du mur, l'essentiel des cadres du parti stalinien - le SED - a été intégré à l'appareil d'État bourgeois de la RFA ; le SED (Parti socialiste unifié allemand) a été rebaptisé PDS (Parti du socialisme démocratique). Le SED fut constitué les 21 et 22 avril 1946 à Berlin sous la direction de Walter Ulbricht. Il est issu de la « fusion » entre le SPD et le KPD (le Parti communiste allemand) à l'Est de l'Allemagne ; mais les conditions de cette « fusion » définissent la nature du SED. C'est sous la pression de l'appareil stalinien de Moscou, l'armée soviétique occupant la partie Est de l'Allemagne, que cette « fusion » est imposée : en mars 1946, 82,2% des adhérents sociaux-démocrates de Berlin-ouest se prononcent contre la fusion avec les communistes ; 62,10% souhaitent l'unité avec les communistes (dans la zone occupée par l'URSS la consultation est empêchée). Les militants et cadres du SPD sont « *soumis à des pressions considérables (...) à toutes sortes de pressions allant de la promesse d'un emploi à la menace d'un enlèvement en plein jour...* »<sup>5</sup>

Puis en 1948-49, ce parti est « stalinisé » : la direction du SED prend parti pour Staline contre Tito ; en juillet est organisée « *l'épuration du parti de tous les éléments hostiles et décadents* » : procédures d'exclusions de militants et cadres de l'ancien KPD ; commission de contrôle veillant au comportement des membres du parti ; internement (dans les anciens camps de concentration nazis, Buchenwald ou Sachsenhausen) de nombreux sociaux-démocrates qui se sont opposés à la fusion ou à « l'évolution » du SED !

En 1946, Walter Ulbricht présentait la fondation du SED comme « *la renaissance du mouvement ouvrier* ».

### À DRESDE, LA POLITIQUE DU PDS : LA PRIVATISATION DE 48.000 LOGEMENTS

La politique du PDS est ainsi parfaitement illustrée par la récente privatisation de 48.000 logements communaux par la municipalité de Dresde, en ex-RDA.

Le 9 mars 2006, la majorité des élus PDS à la commune de Dresde (9 sur 17) ont ainsi voté en faveur de la vente de la totalité des 48.000 logements communaux de la ville (la société communale de logements WOBA) au fonds d'investissement américain Fortress, pour 1,7 milliards d'euros. L'appui de ces élus communaux du

Ensemble, ils peuvent espérer franchir la barre des 5% au niveau fédéral pour obtenir une représentation parlementaire.

Mais il s'agit là d'un pur exercice arithmétique. Et l'importance d'une telle alliance réside pour l'essentiel dans son sens politique. En effet, le PDS, est l'héritier du SED, le parti stalinien qui, jusqu'en 1989 fut l'ossature, avec la STASI de l'appareil d'État de la RDA. Il n'a rien d'un parti ouvrier. Le prolétariat de l'ex-RFA en a bien conscience. Le 22 mai 2005, le PDS n'a ainsi obtenu que 73.000 voix en Rhénanie, moins de 1% des votants.

*allemand* ». L'histoire montre que sous la direction de Staline, c'est en réalité la destruction du mouvement ouvrier qui a été organisée dans la partie Est de l'Allemagne<sup>6</sup>.

Ceux qui aujourd'hui tentent de présenter le PDS (héritier du SED) comme un parti ouvrier (un parti ouvrier bourgeois) prennent grand soin d'ignorer les faits ; de même qu'ils se gardent bien d'indiquer qu'après 1990, la plus grande partie de l'appareil du SED rebaptisé PDS est intégrée à l'appareil d'État des Länder de l'Est (partie intégrante de l'appareil d'État fédéral bourgeois allemand). Le PDS a pris en charge la politique de privatisation dans les Länder de l'est. Il choisit alors de devenir un « *parti régional* » : il participe, voire dirige les gouvernements régionaux, les municipalités, défend les intérêts particuliers des entreprises capitaliste de l'est (durant les années quatre-vingt-dix, il défend les subventions accordées par l'État fédéral aux entreprises dans les Länder de l'Est).

Le PDS n'a ainsi aucune place à l'Ouest : aux élections fédérales de 2002, le score du PDS ne dépasse pas 1,5% dans la quasi-totalité des circonscriptions d'Allemagne de l'Ouest ; à Berlin, 12 ans après la réunification, il ne dépasse pas 3% à Berlin-Ouest. Et si les scores du PDS sont plus importants à l'Est, c'est parce que le SPD s'est opposé à la mobilisation du prolétariat de l'Est en 1989, laissant de ce fait une place au PDS.

Le PDS a beaucoup d'argent, ce qui lui permet une certaine influence. Aujourd'hui, il met en œuvre, dans les Länder de l'Est les mesures de dislocation des acquis du prolétariat allemand. Lors des MontagsDemo, le PDS n'a pas exigé le retrait de la loi Hartz, ses tentatives de prendre la tête des MontagsDemo ont été combattues par des manifestants.

PDS fut déterminant à la coalition CDU/FDP, qui seule ne disposait pas de la majorité absolue (Verts et SPD ayant voté contre, à l'exception d'un membre de la liste du SPD qui a démissionné du conseil municipal peu après). Aucune autre municipalité n'avait procédé à une telle privatisation. L'objectif pour la municipalité était officiellement de se désendetter, le service de la dette dépassant en effet 70 millions d'euros par an.

Parmi les membres du PDS ayant voté pour la vente,

Christine Ostrowski dispose d'un poste élevé d'une des filiales de la Treuhand, l'organisme qui a été créé après 1990 afin de privatiser l'essentiel des biens collectivisés par la RDA : immobilier, équipements, industrie... Christine Ostrowski étant d'ailleurs plus précisément chargée par la Treuhand de conseiller les investisseurs privés cherchant à acquérir de l'immobilier public ; à ce titre, elle a conseillé le groupe américain Fortress dans l'acquisition de la WOBA ; elle conseille désormais la ville de Freiburg (à l'Ouest), dirigé par un maire Vert, qui réfléchit aussi à la vente de 9.000 logements communaux.

Dans une lettre ouverte, Christine Ostrowski – immédiatement soutenue par le responsable régional du PDS en Saxe - explique avec cynisme qu'elle combat pour une « *Realpolitik de gauche, et contre les symboles* ».

### LE RÔLE DE LAFONTAINE : LÉGITIMER À NOUVEAU LE PDS

Pour des raisons historiques (celle de la constitution du SED comme instrument de la liquidation des organisations historiques du prolétariat), les militants et cadres issus du mouvement ouvrier allemand (de la social-démocratie, des syndicats) ont combattu tout rapprochement avec le PDS. Dans la première Lettre de liaison (Rundbrief), le 23 mars 2004, l'IASG expliquait que le PDS « *est resté un parti de l'Est et n'est jamais venu fédérer un mouvement d'opposition à l'Ouest. Il s'est totalement désavoué dans sa participation aux gouvernements des Länder de Berlin et de Rostock* ». Peu avant l'élection en RNW, début mai, Klaus Ernst confirmait qu'il n'était pas question d'entrer sur des listes « *ouvertes* » du PDS. « *Nous serions politiquement morts* ».

Oskar Lafontaine, ancien dirigeant du SPD, du Land de la Sarre et ancien ministre des finances de Schröder, a attendu le résultat de l'élection de Rhénanie et la défaite du SPD pour mettre à exécution une menace annoncée depuis plusieurs mois. Alors que Schröder vient d'annoncer des élections anticipées, il démissionne du SPD, dont il est membre depuis 39 ans pour s'imposer en tête de liste de la WASG aux prochaines élections fédérales. La démission d'Oskar Lafontaine du SPD ne traduit pas pour autant un mouvement de fond dans la fraction dite « *de gauche* » du SPD. Ulrich Maurer, ex-secrétaire général du SPD dans le Land du Baden-Württemberg, est la seule autre figure notable à avoir rejoint WASG. Même dans la Sarre, la quasi-totalité des anciens acolytes de Lafontaine n'ont pas rejoint WASG.

L'objectif de Lafontaine est clair : faire en sorte que se constitue « *une liste commune du PDS et de la WASG aux élections fédérales de septembre, sur le modèle de l'Olivier italien. Il n'est pas raisonnable [dit-il] que deux partis, la WASG et le PDS, soient candidats à la gauche du SPD (...) S'ils y parviennent, je suis prêt à y participer* ». La réponse du PDS ne se fait pas attendre : le même jour, Gregor Gysi<sup>7</sup> ancien responsable du PDS (lequel a conduit de 1990 en 1993 la transformation de la SED en PDS) indique qu'un tel partenariat lui apparaît comme « *faisable* ».

Ce n'est pas la première fois que Lafontaine se porte aux

*politiques idéologiques. (...) La consolidation des finances publiques n'est pas une injonction néolibérale, mais un impératif sociopolitique* ». « *La Realpolitik ne doit plus être une insulte* », renchérit une de ses collègues du PDS, Kris Kauffman.

De la même façon qu'à Dresde, le PDS gouverne les Länder de Berlin et de Mecklembourg-Poméranie (Rostock) en coalition « *rouge-rouge* » avec le SPD, dans lequel il met également en œuvre sa « *Realpolitik* » : à Berlin, qui affronte une montagne de dettes issues des projets grandioses de la réunification, la coalition SPD-PDS a réduit de 12% les salaires des fonctionnaires régionaux et augmenté leur temps de travail de 38 à 42 heures ; les services à la population ont été drastiquement réduits et des privatisations massives ont été décidées.

avant-postes d'une politique propre à boucher toute issue aux masses. Lorsqu'il était dirigeant du SPD, au moment de la réunification, Lafontaine avait axé toute sa politique sur les coûts et les dangers de la réunification (« *elle coûterait 50Mds d'Euros par an à l'Allemagne* »). Contre l'aspiration à la réunification du prolétariat allemand de l'Est et de l'Ouest de l'Allemagne, Lafontaine répondait par le maintien de la division en deux Etats. Aux élections fédérales de 1990, cette position allait coûter cher au SPD : il réalisait son plus mauvais score depuis les années cinquante avec des résultats particulièrement faibles à l'Est de l'Allemagne. C'est ce qui a permettait d'ouvrir un espace politique au PDS. Depuis lors, Lafontaine n'a cessé de le légitimer le PDS.

Quels sont les enjeux en 2005 ? Le rythme des adhésions à la WASG est rapide : en août 2005, la WASG annonce 10.000 membres contre 4.000 en décembre 2004. Courant 2004, la presse allemande annonçait que selon un sondage, 20% des Allemands souhaitaient un parti politique à gauche du SPD et du PDS (34% à l'Est). Un autre article indiquait que 80% de la population de l'Est souhaitait le socialisme (considérant que « *le socialisme était une bonne idée, mais qu'il avait été mal appliqué* ») ; 50% des Allemands de l'Ouest approuvaient cette position. Les sondages et la presse bourgeoise ne sont en rien des facteurs d'organisation du prolétariat ; mais ces articles sont concomitants aux mobilisations du prolétariat en défense des acquis ouvriers ; ils traduisent même de façon déformée une certaine recherche du prolétariat allemand.

Certes la WASG n'a rien d'un parti révolutionnaire, son programme est totalement bourgeois. Mais dans ce regroupement composite nombre de militants sont à la recherche d'un cadre d'organisation, d'un programme ouvrant une issue politique à la mobilisation des masses. Pour Lafontaine – comme pour d'autres dirigeants contre-révolutionnaires du mouvement ouvrier – cela est politiquement dangereux. Il faut donc pousser la WASG dans les bras du PDS. Aussi, Lafontaine intervient-il alors même que s'expriment nombre de positions à l'intérieur de la WASG contre un rapprochement avec le

PDS. Pour cette opération, le poids politique d'Oskar Lafontaine est alors indispensable et même déterminant<sup>8</sup>.

### CASSER LA RÉSISTANCE À LA LIQUIDATION DE LA WASG

Si pour les dirigeants de la WASG, l'arrivée de Lafontaine ne constitue pas une surprise, la perspective d'un rapprochement avec le PDS ne soulève pas l'enthousiasme. « *La WASG prête pour Oskar, pas pour le PDS* » titre ainsi le Tageszeitung. Le porte-parole de la section de Berlin, Helge Meves, indique ainsi « *qu'il n'y aura pas de liste commune sous la direction du PDS* » ; Hans Wallow, en RNW, juge cette précipitation « *très malheureuse* ».

Parmi les militants et les cadres intermédiaires, de fortes résistances se développent rapidement au sein de la WASG contre un rapprochement avec le PDS. Dès le 10 juin 2005, la section de Leverkusen organise un rassemblement avec une vingtaine d'autres sections de Rhénanie du Nord – Westphalie et publie un appel à la direction fédérale, la mettant en garde contre l'incompatibilité entre d'une part les objectifs de WASG de stopper les offensives anti-ouvrières, et d'autre part la politique menée par le PDS dans les Länder de Mecklenbourg-Poméranie et Berlin. De nombreuses autres sections ont clairement manifesté leur opposition à un tel rapprochement. C'est à l'Est, et notamment à Berlin, que la défiance est la plus forte ; dans ces régions, la WASG s'est constituée contre la politique de Schröder, mais également contre celle que mène le PDS dans les municipalités et dans les deux Länder qu'ils dirigent avec le SPD.

Le 12 juin, l'ensemble des directions régionales de la WASG se réunissent à Kassel pour trancher sur le rapprochement. Pour les fonctionnaires syndicaux qui ont fondé la WASG, et dont l'ambition est de parvenir à entrer au Bundestag, le rapprochement avec le PDS apparaît alors comme la seule solution réaliste qui puisse permettre d'espérer se présenter aux élections anticipées, et de dépasser la barre fatidique des 5%. C'est cette position qu'adoptent les directions réunies, bien que Klaus Ernst doive reconnaître qu'il y a des « *militants qui ne veulent absolument pas suivre ce chemin* », que le dirigeant Hüseyin Aydin estime à « *un tiers* » dans sa section en RNW. Seule concession de la direction : le PDS doit « *changer de nom* », car figurer sur une liste du seul nom du PDS est « *inacceptable* » (c'est à l'Ouest un véritable suicide politique). Un accord se fera

### UNE ALLIANCE ÉLECTORALE ENCADRÉE PAR LA LOI ALLEMANDE.

Le rapprochement entre WASG et le PDS n'aboutit cependant pas à une liste commune. En effet, la loi allemande ne le permet pas.

Les parlementaires sont élus de deux façons : par un système majoritaire à un tour (299 circonscriptions, dans laquelle le candidat arrivé en tête est élu automatiquement), et par un système proportionnel pour toutes les listes ayant dépassé nationalement 5 % (la répartition des sièges se fait alors régionalement, par Land, au prorata des scores obtenus par les listes ayant dépassé 5%). Dans ce but, chaque bulletin de vote compte deux fois : la première voix désigne le candidat

ultérieurement sur le nom « *Linkspartei-PDS*<sup>9</sup> » (Parti de gauche – PDS).

Cette position est officialisée lors de l'Assemblée Générale de la WASG à Kassel, le 3 juillet. Plus de 60% des délégués se sont déclarés favorables à la poursuite des négociations avec le PDS, et à l'organisation, dans la foulée, d'un référendum « électronique » dans les deux semaines qui suivent. Il s'est déroulé par e-mail : 70% des 7.400 membres inscrits auraient participé, et se seraient prononcés à 81% pour les candidatures communes, et à 85% pour des discussions préalables à un rapprochement des partis. Ce type de consultation interdit toute discussion au sein de la WASG sur le bilan à tirer de l'échec de la candidature de Klute en RNW, sur les perspectives à donner à l'organisation.

Ainsi, lors du Congrès régional de la WASG de Rhénanie le 18 juin 2005, Lafontaine déclare : « *J'ai de la compréhension pour ceux qui sont contre le PDS. Mais j'ai un programme et c'est exactement celui du PDS... [...] Nous n'avons pas d'autre choix pour aller de l'avant. Le Mur est tombé depuis 16 ans. Le PDS a changé... Nous devons donner sa chance à ce PDS de participer à la démocratie allemande.* » Lafontaine utilise son capital politique afin d'imposer, à la faveur de l'avancement des élections par Schröder, la marche à la dissolution de la WASG dans le PDS, rapprochement initialement écarté tant par les dirigeants de la WASG que par ses militants. Il poursuit à l'extérieur du SPD son action de « déboussolage » du prolétariat et de division des rangs ouvriers.

Pour le PDS, en pleine déliquescence, l'intervention de Lafontaine est providentielle. Il comptait 285.000 membres à sa fondation en 1990 (soit 5% à peine des membres de l'ex-SED), puis est passé sous la barre des 150.000 membres dès 1992, sous la barre des 100.000 membres en 1997, et ne comptait plus que 61.500 membres en 2004, dont une majorité de retraités. Electoralement, les résultats ne sont pas meilleurs. En 2002, le PDS n'a obtenu que 4% des voix au niveau fédéral, ne conservant que 2 des 36 députés élus en 1998<sup>10</sup> (sous la barre des 5% nécessaire pour avoir des élus au scrutin proportionnel) ne conservant que deux députés élus directement à Berlin-Est.

élu directement (par circonscription), le second désigne la liste régionale (à la proportionnelle). Dans la pratique, ce système est essentiellement proportionnel, car un système complexe de compensation aboutit à obtenir une répartition proportionnelle selon les résultats des deuxièmes votes, quel que soit le résultat des premiers votes.

Pour bénéficier d'élus à la proportionnelle, la liste qui doit franchir nationalement la barre des 5% ne peut être composée de partis multiples. D'autre part, les candidats aux élections régionales doivent être élus par les membres du parti réuni en Assemblée Générale

régionale, conformément à ses statuts, et en porter le nom. La loi électorale allemande interdit donc une liste

commune à part égale entre deux formations...

### **LA WASG SOUMISE PIEDS ET POINGS LIÉS AU PDS**

Ainsi, il n'existe pas de liste commune PDS-WASG. C'est le PDS qui a « ouvert » sa liste au profit de la WASG, en lui réservant - à ses conditions - un certain nombre de places sur sa liste, dans chaque Land ; ce sont les seuls membres du PDS qui ont ainsi adoubé, dans des AG du PDS dans chaque région, chaque candidat de WASG. Et c'est le PDS qui a la pleine maîtrise de la composition des listes, de la conception du programme, des affiches... bref, c'est le PDS qui domine « l'alliance » et qui, sous son seul contrôle, décide d'accorder tel ou tel strapontin à la WASG.

Les listes Linkspartei-PDS sont ainsi très loin d'être des listes communes WASG-PDS, avec un partage des candidatures respectant le poids respectif de chacun des deux partis selon les régions : la WASG légèrement dominante à l'Ouest (8 à 10.000 membres), le PDS ultra-dominant à l'Est (60.000 membres au total). Il ne s'agit en effet que de l'ouverture de certaines places par le PDS à des membres du WASG sur ses propres listes. Ainsi en Rhénanie du Nord Westphalie, région où le WASG est le plus puissant et où le PDS ne pèse quasiment rien (0,9% des voix aux dernières élections régionales), le PDS truste 6 des 10 premières places, contre 4 seulement pour

le WASG. Et encore, parmi ces 4 places figurent Oskar Lafontaine - qui n'est pas un dirigeant historique du mouvement - ainsi que deux autres membres (dont Jürgen Klüte, ancienne tête de liste WASG aux élections régionales) qui ont déjà abandonné la WASG pour prendre leur carte au PDS. Dans les 10 premières places - seules éligibles - seule une, celle de Husedin Aydin, est occupée par un membre historique de la WASG. A Berlin - fief du PDS dans lequel il réalise ses meilleurs scores - la WASG ne dispose également que d'un seul poste dans les 10 premières places : encore s'agit-il de Ralf Krämer, permanent syndical à Ver.di. qui fut membre du PDS pendant plusieurs années...

Une telle alliance ne peut que soumettre la WASG au PDS, en premier lieu dans le cadre du groupe parlementaire constitué au Bundestag. Et le règlement du Bundestag interdit à toutes les organisations membres d'un même groupe parlementaire de se présenter en concurrence lors d'une même élection régionale, sous peine de dissolution du groupe parlementaire. L'expression autonome de la WASG devient alors très difficile.

### **LE RÉSULTAT DE LA LISTE LINKSPARTEI-PDS.**

Le 18 septembre 2005, la liste Linkspartei obtient plus de 4 millions de voix et 8,7% des votants. À l'Est, elle récupère un grand nombre de voix ouvrières et dépasse partout 23%, avec une situation contrastée à Berlin (5 à 10% à Berlin-Ouest, 25 à 35% à Berlin-Est). Elle réalise 8 à 12% de plus que le PDS en 2002 avec un maximum obtenu en Saxe-Anhalt, dans la région de Magdeburg, là où les Montagsdemo avaient démarré en 2004 contre la mise en place du plan Hartz IV (réforme de l'assurance chômage). Cela dit, elle est partout devancée par le SPD qui demeure le premier parti dans l'Est de l'Allemagne.

À l'Ouest, c'est dans les circonscriptions ouvrières qu'elle

obtient ses meilleurs scores (plus de 6% dans la Ruhr, ou encore à Kiel ou à Mannheim). Elle dépasse 5% en Hesse, en Rhénanie, 6% à Hambourg et 8% à Brême. Les résultats sont plus limités dans les régions acquises à la CDU au Sud (moins de 3%) que dans les régions acquises au SPD du Nord de l'Allemagne.

Mais sur les 52 sièges obtenus par la liste, 12 sont attribués WASG, essentiellement à des membres de sa direction fédérale. La WASG et le PDS peuvent ainsi constituer un groupe parlementaire commun au Bundestag.

### **LE RÉSULTAT SPÉCIFIQUE DE LA SARRE**

La Sarre, petit Land très ouvrier de l'Ouest avec un millions d'habitant (mines de charbons, sidérurgie), était le fief d'Oskar Lafontaine. Il se présentait directement dans la circonscription de Sarrebrück, la capitale du Land (la WASG était en outre présent dans les 3 autres circonscriptions). Lafontaine était aussi en tête de la liste régionale (élections à la proportionnelle). La liste obtient un score de 18,5%. Et bien que le SPD remporte l'ensemble des votes directs, tous les candidats de la WASG obtiennent plus de 20%.

Alors que la Sarre est actuellement dirigée par la CDU du fait d'une très forte abstention ouvrière lors des précédentes élections régionales, la forte mobilisation à ces élections permet un résultat inverse : la CDU plafonne à 30%, les résultats additionnés du SPD et du

Linkspartei dépassent 52%.

Cette absorption de la WASG sur les listes PDS, l'existence du groupe parlementaire au Bundestag conduit à l'accélération du processus de fusion entre les deux partis. Le 11 décembre 2005, le Congrès du PDS à Dresde autorise la double appartenance à la WASG et au Linkspartei, prélude à la fusion (que les deux partis espèrent pouvoir concrétiser en 2007) avec le score suivant : 316 pour, 11 contre et 10 abstentions ! Peu après, Oskar Lafontaine prend sa carte au PDS, Gregor Gysi adhère à la WASG. L'objectif annoncé est de « créer un grand parti de gauche » ; il s'agit d'aller jusqu'au bout du processus de « fusion », « liquidation » de la WASG dans le PDS.

### **À L'EST, DE MULTIPLES RÉSISTANCES CONTRE LA FUSION.**

Bien que ce processus soit déjà particulièrement engagé, les résistances vont se poursuivre au sein de la WASG. C'est ainsi que le 11 décembre, une section entière de la

WASG en Sarre (20 militants) quitte le parti, en adressant une lettre ouverte à la direction nationale, réquisitoire contre sa politique de rapprochement forcé

avec le PDS.

Mais c'est à l'Est de l'Allemagne, et plus précisément, à Berlin que la résistance contre la fusion avec le PDS va prendre le plus d'ampleur. Ce n'est pas un hasard : d'une part, c'est dans le land de Berlin, codirigé par le PDS et le SPD, que les mesures d'austérité les plus brutales ont été prises contre les travailleurs. D'autre part, Berlin concentre tous les acquis et toutes les questions politiques auxquelles se heurte le prolétariat allemand. C'est à Berlin que la réunification du prolétariat allemand prend la forme la plus tangible, que l'expérience de la social-démocratie comme du stalinisme peut être simultanément confrontées.

La section de la WASG de Berlin, forte d'environ 800 adhérents, va jouer un rôle politique décisif. Elle se singularise, par une présence importante de groupes se réclamant du trotskysme, y compris à sa direction. Lucy Redler, une jeune femme de 26 ans, membre du groupe SAV (Sozialistische Alternative Voran – Alternative socialiste, en avant), qui compte environ 400 membres dans toute l'Allemagne, va ainsi prendre la tête du combat contre la fusion de la WASG et du PDS. Cette lutte se cristallise sur la question de la liste aux élections régionales de septembre à Berlin. La direction nationale de la WASG, flanquée de Lafontaine et Gysi, tous favorables à la fusion, militent pour reconduire une liste du PDS « ouverte » à des candidats de la WASG. A l'inverse, une partie de la direction régionale de Berlin milite pour une candidature autonome de la WASG, candidature en opposition à celle du PDS, afin de mettre en évidence la responsabilité du PDS dans la politique anti-ouvrière du Land de Berlin et refuser de se dissoudre dans l'héritier du SED.

Les 26/27 novembre 2005, la section régionale de Berlin réunie en Assemblée générale décide contre l'avis de la direction nationale, d'organiser un référendum sur la présentation d'une candidature autonome de la WASG aux élections régionales de septembre 2006 (position adopté par une majorité de 87 des 150 délégués représentants environ 800 adhérents). Ce référendum dénoncé par le secrétaire fédéral Klaus Ernst a lieu entre les mois de février et mars 2006. Lafontaine adresse une lettre ouverte à l'ensemble des adhérents berlinois de la WASG ; il les enjoint à ne pas se laisser convaincre par les positions de groupes « sectaires » et « diviseurs » -

#### LE CONGRÈS DE LUDWIGSHAFEN

Le Congrès prévu initialement début mars, quelques jours avant les élections régionales, est repoussé au 29 et 30 avril en raison de la montée des oppositions internes. Ce congrès réunit les délégués représentant environ 2.000 adhérents de longue date, membres d'avant les plans de fusion avec le PDS, contre les 12.000 adhérents

allusion à Lucy Redler et au groupe SAV. Peine perdue : 68,7% des membres de la section régionale y participent, et une courte majorité – 51,6% des votants – approuve une candidature propre du WASG aux élections régionales de septembre, c'est-à-dire contre la liste du PDS ; Lucy Redler est désignée comme tête de liste.

Ce score, bien que serré constitue un point d'appui pour tous les membres de la WASG qui militent nationalement contre la fusion avec le PDS. La petite section de Mecklenbourg-Poméranie (120 adhérents), Land qui est également codirigée par le SPD et le PDS, est la première à lui emboîter le pas. Dès le 26 février, elle pose comme préalable à une candidature commune aux élections régionales la rupture du PDS avec le gouvernement du Land – ce qu'il refuse.

Parallèlement, la direction nationale de la WASG continue à vouloir imposer la fusion avec le PDS. Elle est fragilisée par la montée des oppositions à Berlin, puis par la médiocrité des résultats des élections régionales de mars 2006, les premières depuis les élections fédérales de septembre 2005. En Rhénanie-Palatinat, la liste commune WASG/PDS obtient 44.000 voix (3% des votants), contre 130.000 voix (5,6%) lors des élections fédérales ; en Baden Württemberg, 121.000 voix (3%) contre 220.000 (3,8%). En Saxe-Anhalt, à l'Est, dans un contexte de forte abstention, le PDS perd 20.000 voix par rapport aux élections régionales précédentes et ne réunit que 225.000 voix contre 385.000 voix pour la liste Linkspartei aux fédérales.

La direction nationale de la WASG organise alors un nouveau référendum électronique (par Internet) sur la poursuite des discussions avec le PDS au cours du mois de mars 2006, afin de lever les oppositions qui se font jour. Comme en juillet 2005 (à propos des candidatures sur les listes « ouvertes » du PDS), il s'agit d'interdire toute discussion. La participation est assez faible (57%), et le résultat lui est largement favorable (78% se prononce pour la poursuite de la fusion).

C'est dans ce contexte – chauffé à vif par la mise en évidence du rôle du PDS dans le vote pour la privatisation des logements communaux à Dresde, quelques jours plus tôt - que s'ouvre le congrès de la WASG à Ludwigshafen.

actuels. Lafontaine était ainsi invité sans avoir le droit de vote, ni de réel droit d'expression. La question de la poursuite de la fusion avec le PDS, de la dissidence des sections de Berlin et du Mecklenbourg-Poméranie sont au centre des discussions et de toutes les motions soumises au vote.

<b>Motions soumises au vote</b>	Pour	Contre	Autre*
<u>Motion de la Direction fédérale</u> Poursuite du processus de fusion avec le PDS.	<b>186</b> 59%	<b>107</b> 34%	21 7%
<u>Motion Gleiss / Spilker</u> Désapprobation des candidatures autonomes, mais respect des décisions des sections régionales	<b>143</b> 45%	<b>156</b> 50%	15 5%
<u>Motion Radke / Bischoff</u> Désapprobation et interdiction des candidatures autonomes	<b>161</b> 51%	<b>117</b> 37%	36 11%
<u>Motion de la Direction fédérale</u> Mesures administratives contre les sections régionales de Berlin et du Mecklembourg	<b>150</b> 48%	<b>110</b> 35%	54 17%

\* « Abstention » ou « ne prend pas part au vote ».

Une majorité des délégués se prononce pour poursuivre la fusion avec le PDS, mais avec 34% de votes « contre », les opposants se révèlent plus nombreux que ce qu'avait laissé croire les résultats des référendums électroniques. De plus seule une très courte majorité (13 voix) a repoussé la motion Gleiss/Spilker visant à respecter la décision des sections régionales de Berlin et de Mecklembourg-Poméranie de présenter leur propre liste aux élections régionales contre celle du PDS.

Ce rejet à une faible majorité ouvre ensuite la voie à l'adoption de la motion Radke/Bischoff qui condamne les candidatures autonomes, mais rejette toute sanction administrative. Afin de verrouiller cette dernière décision, la direction fédérale prend l'initiative d'une motion fortement appuyée par Lafontaine, qui prévoit de prendre « toutes les mesures » nécessaires en cas de maintien des « candidatures concurrentes », y compris l'exclusion des militants. Cette mesure vaut également pour « toute autre » élection...

Cette mesure sera rapidement mise à exécution. La direction régionale de Berlin maintient ses positions ; elle est alors mise sous tutelle de la direction fédérale qui envoie l'un de ses membres, Hüseyin Aydın, faire la police à Berlin.

#### **LINSKSPARTEI-PDS : UN CONTRE-FEU À LA RECHERCHE AUTHENTIQUE D'UNE ISSUE POLITIQUE.**

Issue pour l'essentiel du mouvement ouvrier, la WASG est une réponse au développement de la lutte des classes visant à canaliser l'aspiration à construire un parti combattant contre le capitalisme; aucune des forces politiques qui la composent ne combat sur la ligne du Front unique contre la CDU, pour la rupture du SPD avec la CDU. À la revendication de Front unique contre la CDU/CSU – ce qui implique le combat pour la rupture du SPD avec les partis de la bourgeoisie – Oskar Lafontaine répond par une politique de division et prône l'alliance – puis la dissolution – avec d'autres forces bourgeoises : le PDS ; depuis le milieu des années quatre vingt dix, il n'a cessé de légitimer ce parti bourgeois aux yeux des travailleurs.

Cette décision a des conséquences immédiates à l'intérieur de l'organisation. Le lendemain du congrès, trois membres fondateurs de la direction quittent la direction fédérale pour protester contre la méthode jugée « antidémocratique » : Sabine Lösing, Bjorn Radke, Joachim Bischoff. Trois semaines plus tard, le 21 mai, lors d'un congrès régional de la WASG de Basse-Saxe, cinq membres de la direction régionale se démettent également pour protester contre les mesures de répression à l'encontre de la section de Berlin.

La WASG de Berlin saisit le tribunal administratif du Land ; un mois plus tard, début juin, le tribunal annule les décisions du Congrès ; il en autorise une candidature autonome de la WASG de Berlin, compte tenu du vote favorable de la section régionale. Aujourd'hui, des députés bourgeois réclament d'ores et déjà la dissolution du groupe parlementaire du Linkspartei, en raison de la candidature autonome de la WASG à Berlin ;

Ces événements traduisent les contradictions qui traversent la WASG, contradictions liées non seulement à son orientation, mais à ses origines.

C'est pourquoi il faut qualifier le regroupement actuel Linkspartei-PDS comme un agglomérat instable de forces d'origines contradictoires. Qu'il ait capté 4 millions de voix exprime à la fois la recherche, par une fraction de la classe ouvrière, d'une authentique issue politique et l'impasse dans laquelle Lafontaine et des hauts dirigeants de Ver di, d'IG Metall cherchent à les enfermer. Il a fallu tout le poids de Lafontaine pour faire avaliser à la WASG de se « dissoudre » dans les listes PDS. À l'ouest, les listes figuraient sous le seul nom de Linkspartei. L'évolution des voix du PDS montre d'ailleurs pourquoi Gregor Gysi (ancien président du SED puis de son héritier, le PDS et responsable de la fraction parlementaire du PDS jusqu'en 2000) était très intéressé à l'affaire (le PDS obtenait 1,1 millions de voix

en 1990, 2 millions en 1994, 2,5 millions en 1998 et retombe à 1,9 millions en 2002)

À nouveau, en 1998, en 2002, en l'absence de Parti ouvrier révolutionnaire, le prolétariat unifié d'Allemagne a cherché à utiliser le SPD pour s'ouvrir une issue politique (et ce, en dépit du programme ouvertement réactionnaire du SPD). L'affrontement du prolétariat allemand avec la direction bourgeoise de la DGB, du SPD conduit à la recherche par le prolétariat allemand d'une authentique issue politique à la crise ; cette

#### BREFS RAPPELS SUR LE MOUVEMENT OUVRIER ALLEMAND.

Le 4 août 1914, le vote par le SPD des crédits de guerre, conduisait Rosa Luxemburg à qualifier la social-démocratie de « cadavre puant ». Le SPD (comme tous les partis sociaux-démocrates et les partis socialistes) est depuis totalement inféodé à la défense du capitalisme, à la défense de l'impérialisme allemand ; c'est un parti ouvrier bourgeois irredressable, responsable de la défaite de la révolution allemande de 1918 (et de l'assassinat de Rosa Luxemburg, de Karl Liebknecht), et ayant contribué à l'arrivée au pouvoir d'Hitler. Mais il reste un « parti ouvrier » dans lequel nombre de travailleurs se reconnaissent peu ou prou, ce qui impose de mener à son égard une politique de Front unique.

Quant au stalinisme, il a la responsabilité écrasante de la défaite du prolétariat allemand en 1933. C'est la politique contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin qui a permis la prise du pouvoir par Hitler, le 31 janvier 1933 ; c'est « le 4 août » de la bureaucratie stalinienne. Alors que pour faire face à la menace nazie, une politique de Front unique entre la social-démocratie et le KPD était indispensable, sous la direction de Staline, le KPD, en qualifiant la social-démocratie de « social fascisme », organisait la division. Cette politique de division a conduit à la prise du pouvoir par les nazis, à l'écrasement du prolétariat allemand et à la disparition du parti communiste (le KPD). En 1943-45, lors des conférences de Téhéran, Yalta, Postdam, c'est encore le stalinisme qui, en relation avec l'impérialisme, organise la division du prolétariat allemand.

Aujourd'hui, alors que le prolétariat unifié d'Allemagne cherche à renouer avec sa propre histoire, l'alliance Lafontaine-Gysi vise à interdire que soient tirés les véritables bilans du stalinisme et de la social-démocratie. Cette alliance organise une politique de division en accréditant l'idée qu'il y aurait une « *mutation* » de la social démocratie en « social-

recherche se fait à tâtons, en en intégrant à la fois l'expérience du prolétariat de l'ouest, celle du prolétariat de l'est dont les combats ont conduit à la chute du mur, en prenant appui sur l'expérience récente, celle des combats du prolétariat unifié depuis 1990. En l'absence de Parti ouvrier révolutionnaire, la « réunification » s'est produite dans le cadre de la RFA. Mais à l'évidence, le prolétariat allemand cherche à renouer avec sa propre histoire, et cette histoire ne commence ni en 1990, ni en 1945.

libéralisme » : pour cette « gauche », le SPD se serait transformé en parti bourgeois ; il n'aurait plus rien à voir avec la classe ouvrière. Cette « thèse » reprise par certaines organisations qualifiées de trotskystes (dont l'ISL liée à la LCR), sert en fait de couverture « théorique » au refus de toute politique de Front unique contre la bourgeoisie, son État, son gouvernement.

À l'aspiration au Front unique, au combat pour la rupture avec la bourgeoisie, Lafontaine oppose une politique de division des rangs ouvriers et « l'alliance » sans principe avec le PDS. Constatant que la classe ouvrière cherche à s'ouvrir une issue politique, constatant que la nécessité d'un Parti ouvrier défendant les intérêts du prolétariat, (un parti dont le programme conduit véritablement au socialisme) est ouvertement été posée par les combats du prolétariat allemand, Oscar Lafontaine utilise son poids de dirigeant ouvrier (ex-président du SPD, ex-dirigeant syndical) pour entraîner cette recherche dans l'impasse en la soumettant au PDS (lequel rassemble dans une formation bourgeois les héritiers de ceux qui ont liquidé les organisations ouvrières dans la partie Est de l'Allemagne).

Or, le combat pour la construction d'un authentique parti révolutionnaire en Allemagne, d'un parti pour la prise du pouvoir par le prolétariat, pour la constitution d'un gouvernement ouvrier expropriant le capital, organisant la production – sous contrôle ouvrier- selon les besoins des masses implique de mener une politique qui à chaque moment ouvre une issue politique aux combats des masses.

Cela impose de combattre pour le Front unique des syndicats ouvriers, du SPD, pour la défendre les revendications de la classe ouvrière.

<sup>1</sup> Les commissions ouvrières constituent l'organe de liaison entre le SPD et le DGB, la confédération syndicale allemande.

<sup>2</sup> Il est néanmoins utile de rappeler que le Parti socialiste français comporte moins de 200 000 membres et que ses liens avec les syndicats ouvriers sont extrêmement faibles.

<sup>3</sup> Les syndicats réunis dans la DGB comptait 11,8 millions d'adhérents en 1991, au lendemain de la réunification. Le nombre de syndiqués est ensuite revenu sous la barre des 8 millions en 2000 (c'est-à-dire le nombre de syndiqués de la seule Allemagne de l'Ouest avant la réunification). Ils sont 6,7 millions en 2006.

<sup>4</sup> Ottmar Schreiner, proche d'Oskar Lafontaine, responsable des commissions ouvrières du SPD, avait précédemment évoqué une certaine sympathie par rapport aux positions de la WASG ; il ne l'a cependant jamais rejointe.

<sup>5</sup> Cité par Jean-pierre Gougeon in *La social démocratie allemande* p 287

L'auteur rappelle, par exemple, que « la seule distribution de tracts mentionnant que « la liberté est toujours la liberté de celui qui pense différemment » suffit en 1948 à être condamnée par le tribunal militaire soviétique à vingt-cinq ans de prison ».

<sup>6</sup> Il faut mesurer l'importance de ces faits (destruction du SPD, du KPD), alors même que le régime stalinien de RDA maintenait formellement les partis bourgeois, LDP (démocrates libéraux) et CDU (chrétiens libéraux): leur participation à « La chambre du peuple » servait d'alibi « démocratique » à la RDA et en même temps, ils avaient aux côtés des Églises (dont les prêtres étaient fonctionnaires), une certaine influence (et ce d'autant plus que la répression de la STASI s'exerçait avec force contre les masses)

<sup>7</sup> Gregor Gysi, fils d'un haut fonctionnaire de la SED, était le dirigeant de la SED au moment de la réunification allemande, et a conduit sa transformation en PDS. Il fut élu en 2002 au Sénat de Berlin, duquel il a dû démissionner suite à l'utilisation de « miles » aériennes à des fins personnelles.

<sup>8</sup> Fin connaisseur, le quotidien l'Humanité du 19 juillet 2005 affirme : « *le Linkspartei et la WASG devraient rapidement fusionner, dès les élections passées, en un seul parti. Un bouleversement majeur compte tenu du fossé qui séparait, il y a quelque mois encore, l'appareil du PDS, souvent vu à l'Ouest comme l'héritier de la RDA, des dissidents de gauche du SPD. L'arrivée au sein de la WASG, de l'ancien Président du parti social démocrate, Oscar Lafontaine, a sans aucun doute facilité le rapprochement. Encore très influent dans son pays, Lafontaine a apporté la caution de sérieux à la petite formation contestataire, où il n'a eu de cesse de prôner l'alliance avec le PDS* ».

<sup>9</sup> La loi électorale allemande impose que le nom du parti figure dans le nom de la liste électorale.

<sup>10</sup> Le PDS n'a conservé que deux députés élus directement (élus majoritaires) à Berlin-Est, car son score fédéral n'a pas dépassé pas la barre des 5% nécessaire pour bénéficier d'élus au scrutin proportionnel. Les élus au Bundestag sont élus pour moitié sur un scrutin majoritaire (299 circonscriptions), et pour moitié sur un scrutin proportionnel (par Länder).

\*

\*

\*

**BULLETIN D'ABONNEMENT À « COMBATTRE POUR LE SOCIALISME » :**

10 NUMÉROS : 15 EUROS

**NOM :** ..... **Prénom :** .....

**ADRESSE :** .....

**CODE POSTAL :** ..... **LOCALITÉ :** .....

(Écrire en caractères d'imprimerie. Merci)

Chèques à établir à l'ordre de : COREDDIPS

**Envoyer à C.P.S. : B.P. 44428 – 69241 LYON Cedex 4**